



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires

Appel du 25^{ème} congrès de l'UGFF

***SE RASSEMBLER, AGIR ENSEMBLE POUR UNE FONCTION PUBLIQUE
AU SERVICE DE LA POPULATION ET LE SUCCES DE NOS
REVENDICATIONS.***

Les personnels de la Fonction publique se sont fortement mobilisés en particulier lors des journées de grève interprofessionnelles des 29 janvier, 19 mars et le 1^{er} mai.

Les congressistes réunis refusent qu'au travers notamment de la RGPP soient avalisés les coupes budgétaires et la destruction massive de l'emploi public, 30.000 postes en 2009, 34.000 programmés en 2010, et cela pour la seule Fonction publique de l'Etat.

Ces suppressions d'emplois accompagnent le recul du champ d'intervention de la Fonction publique avec la fermeture de services de proximité, l'externalisation, la privatisation ou l'abandon de missions de service public. Elles s'ajouteraient aux autres suppressions massives d'emplois dans les autres secteurs et leurs cortèges de licenciements.

Ils refusent la casse du statut général des fonctionnaires méticuleusement engagée par le Gouvernement avec notamment la mise en œuvre du livre blanc SILICANI et le projet de loi dit « *de mobilité* ».

L'action doit, plus que jamais, se poursuivre pour porter un coup d'arrêt à ces politiques régressives !

Le pays a besoin d'une Fonction publique de qualité répondant aux besoins de la population sur tout le territoire national pour le respect et la mise en œuvre des droits fondamentaux et pour des politiques publiques s'attaquant à la crise.

Cela passe en premier lieu par :

- ⇒ L'abandon de la RGPP, l'arrêt des politiques, de restructuration / liquidation des services publics (délocalisation, privatisation, fusions...) et des méthodes de gestion calquées sur le privé ;
- ⇒ L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, le remplacement des départs en retraite et les recrutements statutaires nécessaires à l'accomplissement des missions ;
- ⇒ La revalorisation immédiate du point d'indice et de la grille indiciaire, le rattrapage du pouvoir d'achat, l'augmentation des pensions ;
- ⇒ Le renforcement des droits et des garanties statutaires, un plan de titularisation des non titulaires ;
- ⇒ Le maintien et la reconquête des missions de service public et une organisation du service public de l'Etat décidée démocratiquement.

Les délégations soutiennent les luttes en cours et appellent à leur développement.

Les congressistes alertent les personnels sur le fait que le gouvernement n'a toujours pas renoncé à faire passer en force son projet de loi dit « *de mobilité* ». L'UGFF prendra toutes les dispositions au cours des prochaines semaines pour créer les conditions de la mobilisation la plus large pour le rejet de ce projet de loi.

Le congrès de l'UGFF appelle tous les personnels à participer massivement, avec leurs revendications, aux mobilisations interprofessionnelles des 26 mai et 13 juin.

⇒ Il estime que la plus large unité et le caractère interprofessionnel constituent un socle déterminant pour la suite du mouvement.

⇒ Face à l'intransigeance du gouvernement et du patronat et à la gravité des attaques, le congrès estime nécessaire de poser la question de la grève jusqu'à la satisfaction des revendications et s'adresse en ce sens aux personnels et à l'ensemble des organisations syndicales.

Le Verdon sur Mer, le 15 mai 2009